



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

039-200051225-20251209-DEL\_444\_5Approb-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2025

Publication : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Direction de la santé publique  
Département prévention santé environnement  
Unité territoriale du Jura

Affaire suivie par : Sandrine DESFEUX  
Courriel : [sandrine.desfeux@ars.sante.fr](mailto:sandrine.desfeux@ars.sante.fr)  
Téléphone : 07.61.59.44.51



**ars**  
● Agence Régionale de Santé  
Bourgogne-  
Franche-Comté

Lons-le-Saunier, le 22/05/2025

**Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé  
Bourgogne - Franche-Comté**

**A**

**Monsieur le Président  
Claude BORCARD  
Pays Lédonien – SCOT  
4, Avenue du 44 RI  
39000 LONS LE SAUNIER**

Monsieur le Président,

Par erreur vous avez reçu une version encore inaboutie de l'avis ARS au Scot.

Je vous prie de bien vouloir nous en excuser.

Vous trouverez en PJ le document final.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleures salutations.

Pour le directeur général,  
La responsable de l'unité territoriale du Jura

Sandrine DESFEUX

Lons-le-Saunier, le 22/05/2025

**Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé  
Bourgogne - Franche-Comté**

**A**

**Monsieur le Président  
Claude BORCARD  
Pays Lédonien – SCOT  
4, Avenue du 44 RI  
39000 LONS LE SAUNIER**

Direction de la santé publique  
Département prévention santé environnement  
Unité territoriale du Jura

Affaire suivie par : Sandrine DESFEUX  
Courriel : [sandrine.desfeux@ars.sante.fr](mailto:sandrine.desfeux@ars.sante.fr)  
Téléphone : 07.61.59.44.51

**AVIS DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ – BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ SUR LE PROJET DE SCHÉMA DE  
COHÉRENCE TERRITORIALE (SCoT) DU PAYS LÉDONIEN (arrêt du 11 mars 2025)**

Conformément aux articles L.141-1 du code de l'urbanisme et R.122-17 du code de l'environnement, l'ARS émet l'avis suivant au titre de sa mission de protection de la santé publique.

**1. Appréciation globale**

L'ARS salue une démarche cohérente et transversale d'intégration des enjeux de santé-environnement dans le projet de territoire du Pays Lédonien.

Le SCoT démontre une réelle volonté d'adapter l'urbanisme aux déterminants de santé positifs, de préserver les ressources naturelles et de lutter contre l'artificialisation excessive du sol.

Certains enjeux sanitaires majeurs pourraient être renforcés ou précisés, en particulier : la gestion des interfaces santé-environnement (eau, biodiversité, zoonoses), l'anticipation des effets sanitaires du changement climatique (cancers cutanés, prolifération vectorielle), et la promotion d'un système alimentaire local résilient.

**2. Concept une seule santé**

Le SCoT gagnerait à intégrer une approche systémique santé-environnement-faune, en ligne avec les orientations nationales (PNSE 4, stratégie « One Health ») notamment :

- La prévention des risques zoonotiques et vectoriels (eaux stagnantes, animaux sauvages, urbanisation maîtrisée)
- Le maintien des équilibres naturels et la promotion de pratiques agricoles soutenables.
- Valoriser et restaurer la trame bleue comme infrastructure de santé environnementale, support de biodiversité, de lutte contre les inondations et de confort climatique.
- Inscrire des objectifs de continuité écologique et hydraulique dans les documents d'urbanisme et projets d'aménagement.

### 3. Commentaires thématiques et recommandations

#### 3.1 – Ressource en eau : qualité et gestion intégrée

##### Eléments intégrés dans le SCoT

- La vulnérabilité des captages et la forte pression sur les masses d'eau souterraines ont été documentées.

##### Recommandation ARS :

- Renforcer les mesures de protection qualitative des captages (zones tampons, agriculture moins impactante).
- Fixer une trajectoire claire de mise en conformité des réseaux d'assainissement (ANC et STEP).
- Préciser la stratégie d'adaptation à la variabilité future de la ressource (scénarios climatiques à l'échelle locale), et intégrer ces contraintes dans les plans d'urbanisme.

#### 3.2 - Urbanisme favorable à la santé (UFS)

##### Eléments intégrés dans le SCoT

- Les principes d'UFS sont globalement bien intégrés (mobilité active, accès aux services, végétalisation).

##### Recommandation ARS :

- Intégrer des prescriptions d'orientation des bâtiments et choix de matériaux favorisant le confort thermique d'été.
- Intégrer une vigilance sur les végétaux allergisants et les îlots de chaleur urbains.

#### 3.3 Prévention des cancers cutanés (exposition aux UV solaires)

Dans un contexte d'ensoleillement important et d'évolution climatique, la prévention des expositions excessives aux UV doit être anticipée. Aucune mention explicite du risque d'exposition solaire ou du cancer cutané, y compris dans les objectifs santé-environnement, le Document d'Orientations et d'Objectifs ou l'évaluation environnementale.

##### • Eléments intégrés dans le SCoT

- Volonté de créer des espaces de vie végétalisés, de maintenir des îlots de fraîcheur – notamment dans les cours d'école - et d'encourager la désimperméabilisation
- Mobilisation des trames vertes dans les zones urbanisées (cf. nature en ville)

##### Recommandation ARS :

- Intégrer la prévention du risque UV dans les documents d'urbanisme via :
  - L'obligation d'ombrage végétal ou bâti dans les espaces publics, aires de jeux, espaces de santé, stades.
  - Encourager des OAP "espaces publics" précisant les obligations de végétalisation avec espèces à grand développement.

#### 3.4 Lutte antivectorielle

Aucun élément spécifique n'est prévu pour prévenir les risques de prolifération vectorielle.

##### Recommandations ARS :

- Intégrer des prescriptions sur la gestion des eaux stagnantes dans les documents d'urbanisme.
- Encourager des conceptions paysagères défavorables aux gîtes larvaires, et de façon générale sans risque entomologique

### 3.5 – Prévention des zoonoses

#### **Eléments intégrés dans le SCoT**

- Protection des espaces naturels, agricoles et forestiers : le SCoT met l'accent sur la préservation des réservoirs de biodiversité et des continuités écologiques (TVB), ce qui peut contribuer à limiter l'émergence ou la diffusion de zoonoses liées à la dégradation des milieux.
- Évitement de l'étalement urbain dans les zones à forte valeur écologique ou en contact avec des habitats sensibles (ex : zones humides, corridors faunistiques) : cette approche est cohérente avec les recommandations One Health.
- Réduction de la fragmentation des milieux via des prescriptions de désartificialisation, végétalisation urbaine, et renaturation de friches.

#### **Recommandation ARS :**

- Envisager une interface avec les acteurs vétérinaires, agricoles ou faunistiques (ex : DDPP, GDS, OFB, etc.) sur la gestion des risques sanitaires partagés.

Le SCoT agit **de manière préventive sur les milieux**, mais **ignore les zoonoses en tant que telles**, et ne mobilise pas l'approche One Health comme levier stratégique (cf. paragraphe 2).

### 3.6 – Système alimentaire local – PAT

L'ARS a pris en compte la mise en place d'un PAT sur le territoire.

### 3.7 Bruit et environnement sonore

#### **Eléments intégrés dans le SCoT**

- Les nuisances sonores sont identifiées dans l'état initial :
  - Bruit routier et ferroviaire, notamment autour de Lons-le-Saunier, lignes SNCF et grands axes.
  - Mention des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) existants.

#### **Recommandation ARS :**

- Intégrer la prévention du bruit dans les prescriptions des PLUi :
  - Encadrement de l'urbanisation à proximité des infrastructures classées (cartes de bruit).
  - Imposition de traitements acoustiques passifs et actifs dans les bâtiments situés en zones exposées
  - Réduction du bruit à la source : requalification des entrées de ville, revêtements phoniques, végétalisation d'écrans.
  - Utiliser des indicateurs de suivi : cartographie des zones exposées > 65 dB(A) et % de population concernée.

### 3.8 Sites et sols pollués

#### **Eléments intégrés dans le SCoT**

- Présence de secteurs d'information sur les sols (SIS) identifiés dans l'état initial de l'environnement.
- Le DOO prévoit la réhabilitation de friches et de sols pollués dans les projets de renouvellement urbain, avec désimperméabilisation et renaturation partielle.

#### **Recommandation ARS :**

- Prescrire dans les documents d'urbanisme l'application de la circulaire du 8 février 2007 sur la gestion des sites pollués, qui concerne les établissements sensibles : Crèches, écoles maternelles et élémentaires, établissements

hébergeant des enfants handicapés relevant du domaine médico-social, ainsi que les aires de jeux et espaces verts qui leur sont attenants,

### 3.9 Lutte contre l'habitat indigne

#### **Eléments intégrés dans le SCoT**

- Renouvellement urbain et densification prioritaire des zones déjà urbanisées : le SCoT promeut le réinvestissement des friches, la restructuration d'îlots anciens et la réhabilitation du bâti existant. Ces orientations peuvent contribuer indirectement à la réduction de l'habitat dégradé, notamment en centre-bourg.
- Objectif de production de logements diversifiés pour répondre aux besoins de toutes les catégories de population (personnes âgées, jeunes actifs, familles précaires, etc.), avec un taux de vacance cible de 7 % et 40 % de logements produits sans consommation foncière.
- Réduction de la précarité énergétique : des objectifs sont formulés en matière de décarbonation du parc bâti, via la rénovation énergétique et le soutien à la construction de bâtiments basse consommation, ce qui peut contribuer à améliorer les conditions de logement.

La lutte contre l'habitat indigne est une externalité positive possible des orientations générales du SCoT, mais elle ne fait pas l'objet d'une stratégie dédiée ni d'indicateurs de suivi spécifiques.

#### **Recommandations ARS :**

- Prendre en compte de façon explicite le repérage de l'habitat indigne dans les futures déclinaisons PLUi et PLH, via des cartographies, des indicateurs de vétusté et des liens renforcés avec les opérateurs sociaux et sanitaires.
- Etablir un lien explicite avec les Plans Départementaux d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et avec les dispositifs locaux de lutte contre l'habitat dégradé.

### 3.10 Perturbateurs endocriniens

#### **Eléments intégrés dans le SCoT**

- Encouragement à la vente de produits locaux et de circuits courts (amélioration potentielle de la qualité alimentaire).
- Protection des captages AEP et mobilisation des périmètres de protection.

Mais pas de mention directe des perturbateurs endocriniens (PE), ni dans les diagnostics ni dans les prescriptions.  
Pas de lien retrouvé avec :

- L'agriculture conventionnelle ou intensive (pesticides),
- Les matériaux de construction,
- Les déchets dangereux ou micropolluants urbains.

#### **Recommandation ARS :**

- Introduire une exigence de réduction de l'exposition aux PE via :
  - Encouragement à l'usage de matériaux de construction et d'aménagement sans substances CMR ni PE connus (label HQE, Bâtiment Santé+).
  - Traduction d'un zéro phyto dans les espaces publics et dans les zones de captage (règlements de PLUi).
  - Associer les PLUi et PCAET à la stratégie régionale perturbateurs endocriniens (SRPE).
  - Inclure des indicateurs de suivi concernant l'usage des pesticides agricoles et urbains dans les territoires vulnérables (cf. PRSE et captages prioritaires)

### 3.11 Exposition au RADON :

Quelques zones sont en potentiel radon de catégorie 2 sur le territoire couvert par le Scot.

#### **Recommandation ARS :**

- Réaliser quelques campagnes de mesurage sur les zones à risque.

### 3.12 Intégration du changement climatique

Le SCoT du Pays Lédonien adopte une approche globalement proactive en matière d'adaptation et d'atténuation climatique.

#### **Eléments intégrés dans le SCoT**

##### **Atténuation du changement climatique**

- Développement des énergies renouvelables sur espaces déjà artificialisés (solaire, bois-énergie, hydroélectricité).
- Préservation des puits de carbone naturels (forêts, zones humides, terres agricoles).
- Objectifs de réduction de l'artificialisation des sols : -50,9 % à horizon 2030, -55 % en 2040 et -65 % en 2045.
- Intégration de la nature en ville et du bioclimatisme (orientation du bâti, végétalisation, matériaux durables) pour favoriser l'absorption du CO<sub>2</sub>.

##### **Adaptation au changement climatique**

- Prise en compte des risques accrus liés au changement climatique : incendies, tempêtes, sécheresses, inondations, retrait-gonflement des argiles.
- Promotion d'un urbanisme résilient (désimperméabilisation, renaturation des friches, infiltration des eaux pluviales à la parcelle, toitures végétalisées).
- Introduction de critères de confort d'été dans l'aménagement urbain : orientation du bâti, densité raisonnée, trame végétale, mixité fonctionnelle.

#### **Recommandation ARS :**

- Cartographier les zones de vulnérabilité climatique (argiles, ruissellements, sécheresse) et intégrer ces données dans les zonages PLUi
- Traduire le confort d'été en prescriptions urbanistiques : orientation des bâtiments, ombrage, végétalisation obligatoire, limitation des îlots de chaleur.
- Renforcer l'intégration du bioclimatisme dans les projets résidentiels, économiques et équipements publics (matériaux, ventilation naturelle, densité raisonnée).
- Prévoir un accompagnement ciblé contre la précarité énergétique, notamment dans les quartiers anciens et les communes rurales (via les PLH, opérateurs de l'habitat, rénovation thermique).
- Assurer la compatibilité des ouvertures à l'urbanisation avec la disponibilité en eau potable et l'adéquation aux risques climatiques, en intégrant les rendements de réseaux AEP dans les critères d'urbanisation.
- Appuyer les collectivités dans l'application du SRADDET et des PCAET en fixant des objectifs climatiques locaux adaptés.

## **4. Conclusion de l'avis**

### **4.1 Points forts du projet de SCoT**

#### **- Prise en compte structurée des enjeux de santé-environnement**

Le SCoT intègre les thématiques santé-environnement dans son évaluation environnementale à travers une grille transversale qui aborde :

- La qualité de l'air, l'eau potable et l'assainissement, la pollution des sols, les nuisances sonores, les déchets, les risques naturels et technologiques, le changement climatique.

#### - **Objectif affirmé de Zéro Artificialisation Nette (ZAN)**

Le DOO du SCoT fixe une trajectoire claire et ambitieuse. Ce levier est crucial pour limiter l'étalement urbain, protéger les ressources en eau et préserver la biodiversité.

#### - **Désimperméabilisation et renaturation**

Le SCoT prévoit des actions concrètes de reconquête des friches, suppression de voiries inutiles, désimperméabilisation des parkings et zones en béton. Ceci contribue à :

- Réduire les risques d'inondation,
- Restaurer les îlots de fraîcheur,
- Améliorer la santé publique urbaine.

#### - **Protection de la ressource en eau**

Le projet accorde une attention soutenue à :

- La gestion quantitative et qualitative de l'eau potable,
- La gestion des eaux usées et pluviales,
- La vulnérabilité des captages,
- La cohérence avec les SDAGE, SAGE et plans de gestion des risques d'inondation.

### **4.2 Points à renforcer**

#### **Diagnostic sanitaire approfondi**

La démarche reste centrée sur les effets environnementaux et n'intègre pas suffisamment de données sanitaires consolidées (épidémiologie environnementale, cartographie de vulnérabilités sanitaires locales, etc.) pouvant guider les priorités de planification.

#### **Transversalité opérationnelle dans les prescriptions**

Les mesures de santé environnementale restent souvent en annexe ou de nature informative, avec un risque qu'elles soient peu traduites concrètement dans les futurs PLUi. Les intentions devront être prescrites dans les PCAET, PLH, PDM et plans santé des collectivités.

#### **Gestion partielle des risques sanitaires émergents**

La pollution lumineuse, les perturbateurs endocriniens, ou les effets cumulés des expositions multiples (bruit + pollution + chaleur) ne sont que très partiellement abordés dans le SCoT.

#### **Vulnérabilités des petites communes rurales**

Certaines zones, notamment dans les secteurs de montagne ou faiblement peuplés, restent exposées à :

- Un risque de moindre résilience climatique,
- Des difficultés d'accès à l'eau en période estivale,
- Un déficit d'assainissement collectif,
- Une dépendance forte à la voiture individuelle, sans réponse suffisamment différenciée selon les types de territoire.

#### **Précisions**

Le lac du Coiselet et la plage du Gringalet ne sont pas des sites de baignade référencés au classement européen.

L'ARS émet un avis favorable et souhaite la prise en compte des recommandations suivantes :

- Intégration formalisée du concept « Une seule santé » et valorisation de la trame bleue comme levier transversal
- Renforcement de la prévention des expositions environnementales (perturbateurs endocriniens, radon, bruit, pollution de l'air)
- Intégration de mesures concrètes sur la prévention vectorielle (gîtes larvaires) dans les aménagements
- Intégration de la Lutte contre l'Habitat Indigne dans les priorités d'aménagement

L'ARS invite les collectivités et partenaires à poursuivre la concertation dans la déclinaison locale (PLUi, PCAET, projets opérationnels), avec une attention continue aux déterminants de santé.

Pour le directeur général,  
La responsable de l'unité territoriale du Jura



Sandrine DESFEUX